

*Questions orales*

Le ministre adoptera-t-il, lors des négociations, une position aussi ferme que celle des Américains sur cette question et exigera-t-il la protection de notre environnement ainsi que de nos travailleurs qui perdront leurs emplois à cause de cet accord?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, si mon collègue avait été à la Chambre hier, il aurait entendu le premier ministre réfuter cette déclaration et expliquer ce qu'il a dit exactement. Il n'a qu'à lire le hansard d'hier pour s'en rendre compte.

Je tiens quand même à dire très clairement que, selon nous, l'ALENA sous sa forme actuelle est bon pour le Canada. Outre cet accord, nous avons les accords bilatéraux sur l'environnement et la main-d'oeuvre, qui font partie intégrante du programme que nous suivons depuis que nous avons proposé de tels accords parallèles en février dernier.

Le gouvernement sortant ne voulait pas d'ententes parallèles, mais le nouveau gouvernement en veut. Nous sommes prêts à négocier ces accords avec les Américains et les Mexicains.

**M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk):** Monsieur le Président, le gouvernement met en péril les emplois des travailleurs canadiens et le gagne-pain des agriculteurs canadiens parce qu'il ne veut pas régler ces questions.

Le gouvernement refuse de négocier une série de règles relatives aux subventions et aux droits antidumping comme il avait promis de le faire dans le cadre de l'accord de libre-échange. Pourquoi le Canada n'exige-t-il pas un accord parallèle sur les subventions et les droits antidumping qui donnera aux Canadiens les outils nécessaires pour être compétitifs dans un marché nord-américain?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, je voudrais que le député explique pourquoi il a dit que nous mettions en péril le gagne-pain des agriculteurs canadiens. Il vient d'une localité agricole. S'il interrogeait les agriculteurs de cette localité, ils lui diraient que les secteurs visés par la gestion de l'offre sont exclus de l'ALENA.

**Une voix:** Vous les bradez.

**M. Wilson (Etobicoke—Centre):** Mon collègue doit avoir réponse à tout. Il ne veut pas voir les faits en ce qui

concerne l'accord parce qu'il sait que les faits corroborent ce que je viens de dire.

\* \* \*

**LES TRAVAUX PUBLICS**

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics. Le jour même où le gouvernement présente un projet de loi sur les conflits d'intérêt, je voudrais lui poser une question au sujet de la vente de terrains situés à Saint-Jean-sur-Richelieu, près de l'aéroport.

Les allégations sont graves, puisque des terres auraient été vendues sans être soumises au processus d'appel d'offres public. Au lieu d'être offertes aux anciens propriétaires, elles auraient été vendues à un ami du Parti conservateur à une fraction de leur valeur marchande.

Qu'entend faire le ministre pour rétablir l'intégrité du processus d'appel d'offres du gouvernement?

**L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics):** Monsieur le Président, je demanderais à mon collègue, pour qui j'ai beaucoup de respect, de ne pas sauter aussi hâtivement aux conclusions.

L'article auquel le député semble se reporter est quelque peu trompeur. En fait, l'auteur confond dans une certaine mesure deux parcelles de terrain situées près de l'aéroport de Saint-Jean-sur-Richelieu. Les terres ont été expropriées en 1963 en vue de l'expansion de l'aéroport. Les travaux ayant été annulés, il a été décidé en 1988 de vendre une partie des terres situées dans le secteur ouest. Ces terres ont été vendues et, récemment, soit à la fin de 1992, Transports Canada a décidé de se défaire des autres terres situées à l'autre bout de l'aéroport.

• (1450)

Je sais que mon collègue aura une question supplémentaire à me poser, je vais donc attendre avant de poursuivre.

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, je sais où veut en venir le ministre, mais il n'a pas du tout répondu à ma question portant sur les terres vendues sans appel d'offres.

[Français]

Comment le ministre peut-il justifier que les propriétaires avoisinants, qui voulaient racheter leur ancienne terre, n'aient pas eu la possibilité de le faire? Comment